

Le droit aux vacances des enfants bientôt rayé du budget ?

À l'heure où l'État annonce plus de 40 milliards d'euros d'économies dans son budget 2026, les coupes budgétaires touchent de plein fouet les secteurs les plus fragiles : jeunesse, solidarité, vie associative. Pourtant, ce ne sont pas uniquement des lignes comptables, mais bien des piliers de cohésion sociale. Si le secteur des colonies de vacances venait à être affaibli, ce sont les vacances de centaines de milliers d'enfants et le tissu associatif qui seraient mis en danger. Pour Jeunesse au Plein Air (JPA) et ses membres, **il est urgent de réagir**.

Sacrifier la jeunesse : nouveau mot d'ordre pour 2026 ?

Le rapport indiquant les plafonds de dépenses publié récemment, en vue du vote du projet de loi de finances 2026, est sans appel : -300 millions d'euros pour la jeunesse, le sport et la vie associative, et -1,7 milliard d'euros pour la solidarité, l'insertion et l'égalité des chances. **Cette logique budgétaire menace directement les politiques publiques en faveur de la jeunesse et de l'éducation populaire.**

Derrière ces chiffres abstraits, ce sont des centaines de milliers d'enfants et de jeunes qui risquent de ne plus partir en colonie de vacances. Pour beaucoup, c'est leur seul moment de répit hors du quotidien, leur seule opportunité de découvrir de nouveaux horizons, de grandir autrement. Alors que le secteur de l'ESS représente **13,7%¹ des emplois du secteur privé**, ces restrictions risquent également de mettre en péril des milliers d'associations et d'emplois.

“Priver les enfants de vacances, c'est porter atteinte à leurs droits”

Alors que **4,7 millions d'enfants²** ne sont pas partis en vacances en 2023, et que **52% des parents³** d'enfants de moins de 18 ans ont déjà renoncé à faire partir leur enfant en vacances d'été pour des raisons financières, la disparition de soutiens publics aux colos serait un accélérateur d'injustice sociale.

« Les colos sont des tremplins pour les enfants : apprendre à vivre ensemble, découvrir la nature, prendre confiance en soi... Ce sont les fondements d'une citoyenneté active et épanouie. Supprimer ces aides serait un retour en arrière dramatique pour les familles et les jeunes. », déclare Christian Dominé, président de Jeunesse au Plein Air (JPA).

Les dispositifs Colos apprenantes et Pass colo sont menacés par ces coupes budgétaires. Depuis 2020, ce sont **400 000 enfants qui ont pu bénéficier du dispositif Colos apprenantes**, et depuis 2024 plus de **40 000 enfants ont accédé au Pass colo**. Pourtant ces chiffres restent une goutte d'eau face à l'ampleur des besoins.

Santé mentale, fracture sociale : une génération sous tension

La santé mentale est la Grande Cause nationale en 2025. Et pourtant, **les enfants sont de plus en plus repliés sur eux-mêmes**. Le rapport du HCFEA⁴ alerte : les jeunes passent de moins en moins de temps dehors. Dans un contexte où 84% des Français⁵ considèrent la nature comme bénéfique pour la santé mentale, les colonies de vacances apparaissent comme des espaces de ressourcement, d'éducation et de mixité sociale, à contre-courant de l'isolement.

L'étude menée par les Sherpas en 2024⁶ montre que les préoccupations majeures des parents

sont portées sur le bien-être de leurs enfants (64,1%), sur leur temps d'écran (60,3%) et sur leur réussite scolaire (57,6%). Autant de sujets auxquels répondent directement les séjours collectifs, en proposant une expérience éducative globale, hors du temps scolaire.

Les dispositifs d'aide Colos apprenantes et Pass colo facilitent justement l'accès à des séjours loin des écrans, propices à l'autonomie, à l'épanouissement personnel et à l'apprentissage. **Supprimer ces aides, ce serait non seulement affaiblir une réponse éducative et sociale, mais aussi creuser davantage la fracture entre les enfants qui peuvent vivre ces expériences collectives et ceux qui en sont exclus faute de moyens.**

JPA et ses membres appellent à un réveil politique

Les séjours collectifs sont un investissement social et durable, et non une dépense superflue. Elles forgent des souvenirs, mais aussi des citoyens. Elles reposent sur un écosystème associatif riche, fragilisé depuis plusieurs années. **Aujourd'hui c'est tout un modèle de solidarité qui est en danger.**

JPA et ses membres appellent solennellement le Gouvernement et les parlementaires à :

- Reconnaître pleinement les colonies de vacances comme un temps essentiel et éducatif à part entière, complémentaires à l'école ;
- Agir pour que chaque enfant, quelle que soit sa situation, puisse partir au moins une fois en vacances dans l'année ;
- Maintenir les crédits alloués aux dispositifs Colos apprenantes et Pass colo dans le cadre de la loi de finances 2026.

A propos de Jeunesse au Plein Air (JPA)

L'école est un droit, les vacances aussi ! Depuis plus de 80 ans, Jeunesse au Plein Air milite pour le droit aux vacances de tous les enfants. Chaque année, grâce à JPA et ses partenaires, plus de 48 000 enfants peuvent partir en colonies de vacances, centres de loisirs et classes de découverte. Pour en savoir plus sur les actions menées par JPA, rendez-vous sur le site internet : www.jpa.asso.fr

Contacts presse

Jeunesse au Plein Air (JPA)

Aurore Perrin-Saada - *Responsable du plaidoyer*
a.perrin@jpa.asso.fr - 06 70 55 53 27

La Ligue de l'Enseignement

Franck Presumey - *Délégué général*
fpresumey@laligue.org - 06 52 58 92 05

Les Francas

Irène Pequerul - *Déléguée générale*
ipequerul@francas.asso.fr - 06 07 02 97 67

Fédération Générale des PEP

Pascale Durand - *Cheffe de projet communication*
p.durand@lespep.org - 06 74 08 42 71

Ceméa

Alexis Demoncheaux-Wemeaux
Directeur adjoint, en charge de l'animation volontaire
alexis.demoncheaux-wemeaux@cemea.asso.fr
07 61 01 84 39

Fédération des Aroéven

Rodrigue Carbonnel - *Délégué général*
r.carbonnel@aroeven.fr - 06 28 35 35 19

[1] Observatoire national de l'ESS, d'après INSEE-Flores 2021

[2] Etude « *Quelles vacances pour les jeunes âgés de 5 à 19 ans en 2023 ?* », CREDOC et Ovej (2024)

[3] Enquête « *Les inégalités face au départ en vacances* », Fondation Jean Jaurès, UNAT et Alliance France Tourisme (2023)

[4] Rapport « *Quelle place pour les enfants dans les espaces publics et la nature ?* » - HCFEA (octobre 2024)

[5] Etude « *Les Français et leur bien-être* », IFOP (2022)

[6] Etude « *Quelles sont les angoisses des parents ?* », Les Sherpas (2024)